

*Initiatives ministérielles*

Où est le problème dans tout cela? Je n'ai rien contre les initiatives de M. Rogers et de ses amis, tant qu'elles ne nuisent pas aux consommateurs canadiens. Non seulement ils imposent des tarifs élevés aux abonnés du câble, mais ils prennent cet argent pour faire concurrence aux compagnies de téléphone et tenter d'obtenir le marché des appels interurbains. Comme je m'étais tué à le dire à la Chambre, au comité et au CRTC, leur intervention dans ce secteur a fait grimper le tarif des appels locaux et voici pourquoi. Dans le système appliqué au Canada, les tarifs des appels interurbains subventionnent les tarifs des appels locaux. Ainsi, au Canada, les tarifs interurbains sont élevés, mais les tarifs locaux sont faibles.

Deux études récentes, l'une effectuée en Europe par l'Association des consommateurs européens et l'autre menée par l'OCDE, l'Organisation de coopération et de développement économiques, confirment les tarifs minimales exigés au Canada.

Dans ce système où les tarifs locaux étaient subventionnés, qui étaient les gagnants et qui étaient les perdants? Les gens qui faisaient des appels interurbains payaient un peu plus cher, mais pas tellement plus cher, puisque nous sommes compétitifs au dire de l'OCDE. Néanmoins, ils devaient payer un peu plus. Qui sont ces gens? Il y a les gens, comme vous et moi, qui font parfois des appels interurbains, mais ce sont les grandes entreprises qui font le plus d'interurbains.

• (1610)

Qui font les appels locaux? Les simples citoyens. Ce sont les simples citoyens et les petites entreprises qui font la plupart des appels locaux. Compte tenu de la déréglementation et de l'idéologie du gouvernement, des pressions sont actuellement exercées pour que les tarifs locaux augmentent et que les tarifs interurbains diminuent.

Comme elles veulent survivre, les compagnies veulent augmenter le tarif des appels locaux. Si le tarif interurbain diminue et le tarif local augmente, ce sont les grandes entreprises qui sortiront gagnantes et les particuliers qui y perdront.

Nous avons pourtant mis en garde le CRTC, mais il ne nous a pas écoutés et a préféré mettre son plan à exécution. Je mets les députés libéraux et conservateurs au défi de réfuter cela et de me démontrer que, grâce à la concurrence, les tarifs ont baissé pour le simple citoyen.

Bell Canada a présenté au CRTC une demande afin d'augmenter ses tarifs. Si cette demande est acceptée, les tarifs pour les appels locaux pourraient augmenter de 65 p. 100. Dans ma région de la Colombie-Britannique, la société B.C. Tel a aussi demandé des hausses substantielles. Récemment, elle a non seulement demandé d'aug-

menter ses tarifs locaux, mais elle veut aussi hausser ses frais pour l'assistance-annuaire et les appels au service des réparations. La compagnie de téléphone du gouvernement de l'Alberta a aussi demandé d'accroître de 30 p. 100 ses tarifs locaux. Je pourrais passer une à une toutes les provinces—les tarifs pour les appels locaux augmentent, ceux pour les appels interurbains diminuent.

Je veux dire quelque chose aux syndicats concernés. Dans le passé, j'ai travaillé avec mon ami Rodney Hiebert et avec des représentants de la *TWU*, la *Telecommunications Workers Union* de la Colombie-Britannique. Je leur ai parlé directement de cette question et j'en ai aussi discuté avec leurs membres et avec le *CEP*, autrefois appelé la *Communication Workers Union of Canada*, le syndicat de Bell dans l'est du Canada. Nous avons travaillé avec ces syndicats. Nous leur avons dit et ils nous ont dit que les tarifs pour les appels locaux augmenteraient, que ceux de l'interurbain diminueraient et que le consommateur moyen en bénéficierait.

Les syndicats m'ont dit qu'une société de la Colombie-Britannique—s'agit-il de la B.C. Rail?—a des liens avec Unitel. Ils se demandent ce qu'un représentant du gouvernement de la Colombie-Britannique, qui est après tout un gouvernement progressiste, fait avec Unitel. Sincèrement, je me le demande aussi. Que fait cette société avec Unitel? Ils vont simplement faire augmenter les tarifs locaux exigés des simples citoyens. Il n'y a pas d'issue. Il est impossible de réduire les tarifs de l'interurbain, car il faut alors augmenter les tarifs locaux, faute de quoi les compagnies de téléphone seront acculées à la faillite. C'est le citoyen ordinaire qui en souffre. Nous n'aurions pas dû autoriser la concurrence dans le secteur de l'interurbain. Les gens disent que c'est inévitable et qu'il faut le faire. Rien n'est inévitable.

Dans notre pays, 98 p. 100 des Canadiens utilisent le téléphone. Au Canada, nous avons un système fondé sur l'égalité, les habitants du Nord payant à peu près les mêmes tarifs que ceux des autres régions. Ce sont les milieux d'affaires des principales villes du Canada qui bénéficieront du futur système, tandis que les Canadiens des régions rurales et du Nord paieront plus cher. Je prévois que c'est ce qui se produira. Il en sera de même pour les tarifs concernant les appels interurbains.

Quand les Canadiens se réveilleront-ils? Ils ont vu ce que la déréglementation a fait dans le secteur aérien. Le gouvernement a pour ainsi dire déréglementé les services postaux, et nous avons vu ce que cela a occasionné. Nous constatons maintenant les conséquences de la déréglementation des services téléphoniques; elles se traduiront par des coûts plus élevés pour Monsieur Tout-le-Monde.